



Communiqué

CGT-INRA – RD 10 – Porte de St Cyr 78210 Saint Cyr l'Ecole - 01.39.53.56.56 cgt@inra.fr - <http://www.inra.cgt.fr/>

Saint-Cyr, le 24 mars 2017

La CGT-INRA est pleinement solidaire des militants de l'Association France Palestine Solidarité menacés par des fascistes relayant les menaces du gouvernement israélien

L'Association France Palestine Solidarité (AFPS) vient d'être l'objet d'attaques et de menaces graves de la part d'un groupuscule se proclamant « Brigade juive ». Ces menaces ont été notamment relayées par les sites de la Ligue de Défense Juive (LDJ) et de Coolamnews, site qui se vante de la mise à sa disposition de moyens de l'armée israélienne.

Après un « ultimatum » sommant l'AFPS d'annoncer sur son site qu'elle mettrait fin à ses actions Boycott, Désinvestissement, Sanctions (BDS), les adresses et téléphones personnels des membres du conseil national de l'AFPS ont été divulgués. Cela a aussitôt été suivi de menaces téléphoniques d'agressions physiques extrêmement violentes contre certains de ces militants, allant jusqu'à des menaces de mort ou de viol, et l'usurpation de numéros de téléphone.

La CGT-INRA est pleinement solidaire des militants AFPS (et des autres militants du mouvement BDS en France et d'autres pays) qui subissent ces attaques des officines sionistes aux méthodes fascistes, qui relaient les menaces et la répression par le gouvernement israélien des militants BDS en Palestine. En février 2016, le gouvernement israélien annonçait qu'il allait mobiliser des moyens considérables pour décrédibiliser ou réduire au silence les personnes qui, partout dans le monde, dénoncent sa politique. Dernière ingérence en date, la demande de l'ambassadrice d'Israël d'interdire les manifestations universitaires de la « semaine anti-apartheid » avec comme résultat l'interdiction d'une conférence sur l'apartheid israélien à l'université de Toulouse.

La CGT-INRA considère que la responsabilité des autorités françaises est directement engagée. Leur choix, unique au monde, de criminaliser l'appel au boycott dans le seul cas de l'Etat d'Israël, les déclarations du Premier ministre de l'époque assimilant la critique de la politique de l'Etat d'Israël à l'antisémitisme, ont libéré la parole de fanatiques qui se croient à l'abri des lois. Rien n'est plus pernicieux qu'établir de tels signes d'équivalence entre critique politique d'un Etat et manifestations de racisme. On ne joue pas avec la lutte contre l'antisémitisme, ni avec la liberté d'expression.

La CGT-INRA continuera à soutenir le mouvement de solidarité avec la Palestine, dont l'appel au Boycott, au Désinvestissement et aux Sanctions pour imposer le respect des droits humains.